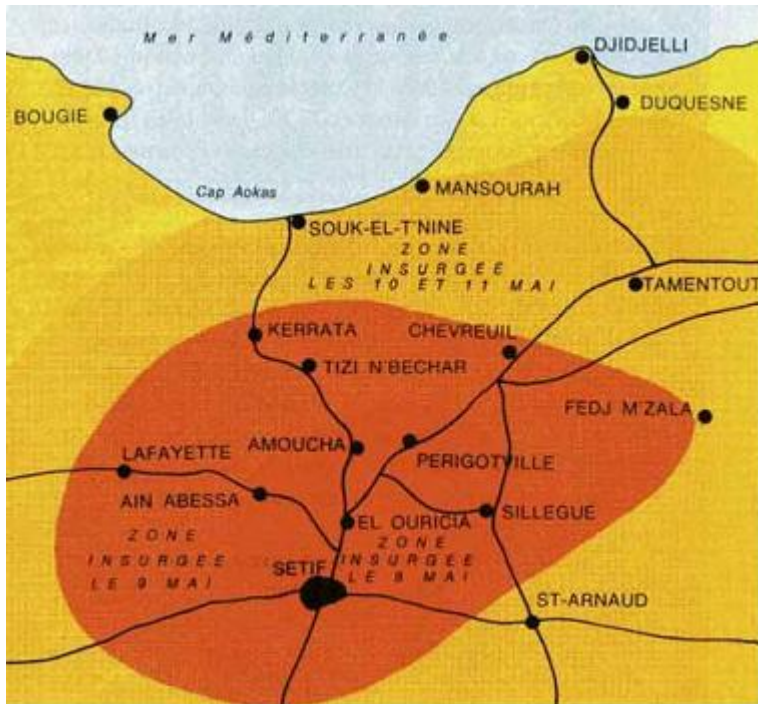


Sétif : falsifications, impairs et manques



[Rappel \(publié déjà en](#)

[2005\)](#) : le 19 avril 2015 la falsification continue puisque la répression est directement liée aujourd'hui pour les médias (BFM, France Info...) à la tenue de la manifestation de 1945 alors qu'en réalité, suite au meurtre d'un à deux scouts musulmans (aux assassins pour l'heure toujours inconnus) elle a été la conséquence du meurtre sauvage de plus de cent Européens (un instituteur a eu ainsi les mains sciées, ce qui fait d'ailleurs que des militants communistes ont participé à la répression à l'appel du PCF) en représailles.

» (...) Qu'il s'agisse de Jean Daniel du *Nouvel observateur* (11 mai), de Jean-Paul Mari sur le site du même journal (8 mai), de Mehdi Lallaoui et de Hassane Zerrouky dans le journal *L'Humanité* (respectivement 5 et 7 mai), de José Garçon de *Libération* (7 mai), de Nicolas Weill du *Monde* (8 mai), ou encore du point de vue de Jean-Louis Planche (*Le Monde* du 8 mai), force est de constater que, d'une part, le commentaire submerge la présentation des faits. En particulier leur enchaînement, si crucial, au vu du déchaînement qu'il

entraîna. D'autre part, leur mise en perspective est des plus succinctes.

Ainsi, s'agissant du séquentiel des faits, le premier élément déclenchant fut cette manifestation à Sétif où un coup de feu abattit le porteur du drapeau, un « scout » dont le site du *Nouvel Obs* donne le nom : Bouzid Saal tout en parlant de « bousculade » quant à la cause du coup de feu sans plus de précision ; idem dans un court article du *Monde* (relativement bien fait néanmoins comparé aux autres) ; idem également selon une autre brève trouvée sur le site du *Nouvel Obs*, alors que [Mehdi Lallaoui](#) affirme qu'il est « établi que c'est la police qui la première ouvrit le feu contre les manifestations de Sétif, à hauteur du Café de France » ; tandis que Hassane Zerrouky assène que c'est le « préfet de Constantine, Lestrade-Cardonnel, qui a ordonné aux forces de police : « Faites tirer sur tous ceux qui arborent le drapeau algérien. »

Le commissaire de police Lucien Olivier ne se fait pas prier : il fait tirer sur les manifestants. [Les colons, organisés en milices, participent à la répression](#) » ; version pourtant controversée si l'on en croit les propos de l'historien Jean-Louis Planche (dans un point de vue pourtant [très peu objectif](#)) puisqu'il signale que l'on « discute aujourd'hui pour savoir qui, d'un policier ou d'un manifestant, a lâché le premier coup de feu » ; sans oublier que Hassane Zerrouky va bien vite en besogne lorsqu'il énonce le rôle immédiat des colons « organisés en milices ».

Parce que la séquence n'est pas celle-ci. Mais plutôt qu'à la suite de l'assassinat du porteur de drapeau, au soir du 8 mai, sur « le registre de décès » relate Jean-Paul Mari du *Nouvel Obs* vingt et un « indigènes » et vingt « européens » sont déclarés morts. Puis il s'avère que ce sont « 102 » Européens qui trouvent la mort, concède [Jean Daniel](#), José Garçon, elle, saute [la séquence](#) ainsi que Nicolas Weill qui s'en tient à vingt neuf Européens [tués le 8 mai](#), tandis que Mehdi Lallaoui parle de « [103 Européens d'Algérie](#) », sans cependant donner plus de précisions quant à la séquence temporelle et au type

d'exactions alors que Jean-Paul Mari indique que les « troubles gagnent le Constantinois.

A Kherrata, les émeutiers font sauter la boulangerie, la poste, le palais de justice ; ils violent, tuent et mutilent les cadavres. L'armée accourt, les civils se [constituent en milice](#)... ».

C'est, d'une part, bien donc à la suite de l'assassinat de ces 102 ou 103 Européens que les milices surgissent et non immédiatement après le 8 mai comme l'énonce pourtant plus haut Hassane Zerrouky dans *l'Humanité*. D'autre part, seul Jean-Paul Mari indique, on l'a lu, des viols et des mutilations de cadavres concernant les dits Européens.

Alors qu'il aurait été loisible d'approfondir la question, par exemple lorsque l'on lit un Pierre Goinard qui expose, dans son livre référence, *Algérie, l'œuvre française*, [1] que « Des heurts avec le service d'ordre clairsemé, un coup de feu et c'est l'émeute sauvage, fermes européennes attaquées, massacrés gardes champêtres et gardes forestiers, juge de paix, curé, des femmes, des vieillards, des enfants, égorgés, mutilés, mains tranchées, ventres éviscérés, seins arrachés, organes sexuels sectionnés fourrés dans la bouche du cadavre... ; en quelques heures plus de 100 morts et 250 blessés européens. Cependant le soulèvement reste localisé et n'est pas unanime : des Musulmans préviennent ou cachent des Européens. Ceux-ci, regroupés en milices, tuent à leur tour (...) ».

Ce genre d'exaction, Benjamin Stora le relate, quoique par inadvertance : « on sait qu'un des responsables du PC à Sétif a eu les bras sectionnés lors des [affrontements](#) », précédé par le propos suivant : « Certains militants européens ont d'ailleurs participé à la répression de Sétif, dans les milices. Peut-être par simples représailles ».

Cette observation tempère d'une part l'idée que les colons s'organisent uniquement dans des milices pour aller chasser de l'indigène dans un esprit génocidaire comme le prétend le [président algérien actuel](#) ; par ailleurs le fait que cela soit un communiste qui se fasse ainsi mutiler n'est peut-être pas

dû au hasard, puisqu'il représente cet athéisme si honni par certains *oulémas*.

Les communistes de l'époque, parlent, eux, d'éléments « hitlériens » au sein des insurrectionnels, ce que récuse l'historien Alain Ruscio dans un article de *l'Humanité*, et Benjamin Stora Algérie, op.cit., p. 355. Benjamin Stora, [2]

Or, Pierre Goinard avance que les *oulémas* « dans l'Est algérien surtout et à Tlemcen, étaient nationalistes et antifrançais au nom de l'islam, en liaison étroite avec les Universités de Tunis et du Caire, le Proche Orient et le monde arabe.

Déconcertés par la laïcisation de la Turquie sous Kémal Pacha après 1918, ils orientèrent alors leurs sympathies vers Charkib Arslân qui diffusait de Genève l'idéologie de la nation arabe. Expulsé du Liban par les Français en 1920, antisémite admirateur de Hitler et en même temps financé, dit-on, par Moscou ».

Il aurait été donc intéressant d'aller voir du côté des archives du PC pour en savoir plus au lieu de circonscrire ces propos par le seul stalinisme ambiant en son sein.

Ce qui implique en tout cas de mettre immédiatement en perspective l'ensemble de la séquence en soulignant le rôle des *oulémas*, ceux-là mêmes qui durant l'insurrection kabyle de 1871 (20 000 morts selon Pierre Goinard [3]) créèrent les conditions d'une telle répression si l'on croit les propos recueillis par Farida Aït Ferroukh dans son *Cheikh Mohand, Le souffle fécond* [4] Elle fait par exemple état des réponses de Cheikh Aheddad aux siens : « – Vous le saviez, Maître, que les Français nous battraient ? Pourquoi avoir envoyé la population au carnage ?

C'était pour délimiter un mur entre les Français et nous. Le sang a coulé. J'ai semé la haine entre eux et nous (pour des générations) (...) ». Ce genre de stratégie, susciter la réaction de l'ennemi en le provoquant émotionnellement par des mutilations préméditées, a été appliqué à plusieurs reprises, par exemple en 1955 à [El Halia](#) [5].

Si l'on réfléchit donc sur le début de la séquence, si déterminante, il s'avère peu vraisemblable qu'à la suite du

meurtre (commandité par qui ?) de ce scout, musulman, un tel déchaînement dans la mutilation ait pu spontanément avoir lieu (au cri de « El-Jihad » mais que relativise – au nom de quoi ?- Annie Rey-Goldzeiguer, citée par [Josée Garçon](#), en le cataloguant d'« arme de guerre civile plus que religieuse ») : de fortes présomptions incitent, d'une part, à observer le côté prémédité du phénomène qui a été déclenché de telle sorte que la réaction française puisse prendre la démesure souhaitée (mais dont les chiffres sont volatiles au dire même des articles ici cités mais qui tournent autour de 15 à 20 000, seul Goinard avançant celui de 6 à 8 000 « selon Charles-André Julien » [6]historien de renom) [7], créant ainsi ce « mur de sang » dont parle Cheikh Aheddad et que Stora relève également lorsqu'il énonce que le « soulèvement musulman et la répression à grande échelle ont creusé un fossé de sang entre Européens et [Algériens indépendantistes](#) ». D'autre part, le point de vue des nationalistes algériens ne peut guère se réduire au fait que l'assimilation ou l'intégration s'avérait une impasse qui ne pouvait que déboucher sur ce genre d'affrontement comme l'avance hâtivement l'historien Jean-Pierre Peyrolou dans l'article de [Josée Garçon](#). C'est oublier que précisément cette ouverture n'était pas acceptée par la mouvance araboislamiste animée par les *oulémas* et par Messali Hadj. Ainsi les propos d'un Ferhat Abbas de 1936 que Pierre Goinard relate : « Nous avons écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays. Nous sommes les fils d'un monde nouveau, né de l'esprit et de l'effort français », ne font guère l'unanimité autour de lui [8]. Par ailleurs, s'agissant de l'intégration des autochtones, le même auteur observe que « lorsque le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 leur offrira le choix entre continuer d'être régis par« la loi musulmane » ou « jouir des droits des citoyens français en étant régis par les lois civiles et politiques de la France » (...) en cinq années, la citoyenneté proposée fut sollicitée seulement par 250 d'entre eux »(28). Ce qui explique déjà pourquoi l'ordonnance de 1944 qui permettait l'obtention de la

nationalité française sans oblitérer la référence coranique n'eut que 60 000 adeptes. Le problème n'était alors pas tant de savoir s'il fallait oui ou non faire des Algériens des citoyens à part entière, mais quel type de contenu donnaient ces derniers à leurs revendications : s'agissait-il d'une meilleure intégration, ou de se battre pour éliminer toute présence qui contrecarrerait le but araboislamiste ? On aurait aimé que les journalistes et les historiens creusent un peu plus dans cette direction également.

La plupart des journaux cités ici, à l'exception du papier du correspondant du *Monde* qui fait état de la controverse inter-algérienne concernant les chiffres de la [répression sanglante](#), ont failli à afficher l'exhaustivité et l'objectivité des faits, qui, même s'ils peuvent être interprétés ne peuvent pas l'être jusqu'à les faire disparaître sous des a priori non justifiés hormis par le parti pris (pour une analyse plus détaillée des conditions historiques générales voir mon livre [Le monde arabe existe-t-il](#)

Lucien Samir Oulahbib

[1] Paris, 2001, éditions Jacques Gandini, p.135

[2] dans son Messali Hadj (Paris, Hachette, 2004), fait état de cette influence araboislamiste (p. 25).

[3] Algérie, op.cit., p. 355. Benjamin Stora, dans son Messali Hadj (Paris, Hachette, 2004), fait état de cette influence araboislamiste (p. 25).

[4] Bruxelles, Éditions Volubilis, 2003, p. 30.

[5] Pierre Goinard, *Algérie*, op.cit., p.361. Voir également Historia N° 206

[6] Op.cit., L'Algérie, p. 135.

[7] Pour l'ensemble du conflit, Gilbert Meynier énonce les chiffres suivants : « De 1954 à 1962, l'armée française tue sans doute autour de 200.000 Algériens. Le FLN en tua plausiblement une cinquantaine de milliers (...) » in Histoire intérieure du FLN, Fayard, 2002, p. 704. Il est à noter que les chiffres attribués au FLN sont rarement répertoriés...

[8] Op.cit., L'Algérie, p. 354-355.